

SYRIE

Damas sérieusement exposé aux sanctions

Les événements s'accroissent en Syrie. L'ultimatum lancé par la Ligue arabe, sommant le régime d'accepter l'envoi d'observateurs, a expiré sans que Damas y réponde. Pire encore, la Syrie accusait la Ligue arabe d'être «un instrument pour une ingérence étrangère» au moment où l'organisation s'apprêtait à passer le flambeau à l'ONU pour le «règlement de la crise».

Nawal Imès - Alger (Le Soir)
- La menace de sanctions agitée par la Ligue arabe n'a pas fait fléchir le régime syrien. L'ultimatum lancé par les pays arabes n'a reçu aucune réponse officielle. Damas s'est, au contraire, montré virulent. Par le biais de l'agence de presse syrienne, la Syrie a regretté que la Ligue arabe «soit devenue un instrument pour une ingérence étrangère». Elle accuse également l'organisation de «servir des objectifs occidentaux pour semer le trouble dans la région».

La Ligue arabe avait, en effet, dès jeudi, lancé un nouvel ultimatum à Damas pour accepter l'envoi d'observateurs sous peine de sanctions et de faire appel à l'ONU pour régler la crise en Syrie. Après avoir été réticents à l'internationalisation de la question syrienne, les ministres arabes des Affaires étrangères avaient finalement appelé le

secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon à prendre les mesures nécessaires pour appuyer les efforts de la Ligue arabe pour résoudre la crise en Syrie. Un appel à l'intervention de l'ONU faisant suite à une liste de sanctions qui n'a pas fait frémir Damas. Les ministres arabes des Finances qui doivent se réunir pour décider de la mise en place desdites sanctions qui, selon la Ligue arabe, prévoient «la suspension des vols vers la Syrie, des transactions avec la banque centrale, des transactions commerciales avec le gouvernement à l'exception de celles portant sur les biens de première nécessité pour le peuple, le gel des avoirs financiers du gouvernement et l'arrêt des transactions financières avec ce dernier». La Syrie s'expose désormais non seulement à ces sanctions mais à une intervention de l'ONU dont la forme n'a pas encore été déci-



Photo : DR

dée. Hier, le Comité de l'ONU contre la torture dénonçait des «violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme en Syrie, et qui ont lieu dans l'impunité». Il affirmait avoir «examiné de nombreux rapports cohérents et justifiés faisant état de violations systématiques des droits dans le pays» et s'est dit «préoccupé par des rapports faisant référence à des enfants qui

ont subi la torture et des mutilations lors de détentions et des exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires». Alors que l'avenir du pays se jouait, sur le terrain, les affrontements n'ont pas cessé. Plus de 50 personnes, dont 13 civils, ont été tuées selon un nouveau bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. Douze civils ont péri dans la région de Homs, dont

quatre dans le quartier de Bayyada. Depuis le déclenchement des manifestations anti-régime en mars, la répression a fait plus de 3 500 morts, un nombre inconnu de blessés et des dizaines de milliers d'arrestations, selon l'ONU. Un bilan appelé à s'alourdir au regard de l'entêtement du régime de Bachar Al Assad.

N. I.

LE YÉMEN, TOUJOURS EN PROIE AUX VIOLENCES L'immunité accordée à Saleh relance la contestation

L'accord dit de transition, paraphé mercredi sous l'auspice des Saoudiens, n'a pas ramené le calme au Yémen. Au contraire, l'impunité négociée par le président Ali Abdallah Saleh a relancé la protestation. Des milliers de Yéménites ont réinvesti les rues pour exiger le jugement d'un président ayant prolongé son séjour en Arabie saoudite pour «raisons médicales» et refusant de quitter le pouvoir avant une période de trois mois.

Le président yéménite s'accroche toujours à son poste, tentant à travers l'accord signé mercredi de prolonger son règne, ne serait-ce que pour quelques mois, ignorant le bain de sang dans lequel continuent de baigner ses opposants choqués par l'immunité qui lui a été accordée ainsi qu'à ses proches.

Ledit accord a été suivi par la signature d'un mécanisme d'application en vertu duquel le président yéménite doit remettre le pouvoir pour une période intérimaire à son vice-président, Abd Rabbo Mansour Hadi, en échange de l'immunité pour lui-même et ses proches.

Abd Rabbo Mansour Hadi devra procéder à la formation d'un gouvernement d'union avec l'opposition, qui sera chargé de superviser un dialogue national et d'élaborer une nouvelle Constitution. Ali Abdallah Saleh demeurera président à titre honorifique pendant une période de 90 jours. A l'issue de ce délai, Abd Rabbo Mansour Hadi sera désigné président pour une période intérimaire de deux ans, au terme de laquelle des élections législatives et présidentielle seront organisées. Ce plan qui a pleinement satisfait les partisans du président yéménite a relancé la contestation.

Des dizaines de milliers de Yéménites ont manifesté hier à Sanaa pour rejeter l'immunité accordée au président Ali Abdallah Saleh en contrepartie de son engagement à quitter le pouvoir. Des partisans du président yéménite ont tiré sur une manifestation réclamant sa traduction en justice, faisant cinq morts. Saleh se trouve toujours en Arabie saoudite où il doit subir dans la capitale saoudienne de nouveaux examens. Aucune date n'a été fixée pour son départ de Riyad. Cela dépendra des résultats des examens et s'il peut continuer à être soigné en Arabie saoudite ou aux Etats-Unis, déclarait hier son ministre des Affaires étrangères. Si les résultats sont rassurants, il retournera au Yémen, disait-il. Il y retrouvera un pays toujours en proie à une violence que rien ne semble arrêter.

N. I.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU MAROC L'islamisme à l'assaut des urnes

Les Marocains avaient rendez-vous hier avec les urnes. Les élections législatives, seconde étape, après la révision de la Constitution, d'une réforme politique engagée par le royaume dans le sillage du printemps arabe qui n'a pas tant fleuri au Maroc, pourraient faire la part belle aux islamistes.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)- Les observations et les analyses politiques, qui ont pallié l'absence de sondages rigoureux, donnaient le Parti de la justice et du développement (PJD) comme le grand favori dans cette compétition, boycottée, il faut le dire, par le Mouvement du 20 Février qui aurait pu prétendre peser dans la balance électorale.

Les islamistes marocains, regroupés autour du PJD, le plus prépondérant des partis de la mouvance, pourraient saisir l'aura de la désaffection de l'électorat pour s'adjuger un maximum de strapontins au Parlement. D'autant que, comme principaux rivaux, le parti de Abdallah Benkirane ne compte que le traditionnel Istiqlal du Premier ministre Abbas El Fassi et le Rassemblement national des indépendants (RNI) de Salaheddine Mezouar. Ces deux partis peuvent faire les frais de



Photo : DR

leur participation à la coalition gouvernementale.

Ayant compté 47 députés dans l'Assemblée sortante, le PJD, un parti qui intègre l'opposition modérée, caresse le rêve d'emboîter le pas au parti Ennahda tunisien et rafler la mise à l'occasion de ce scrutin. Ce n'est pas utopique, même si le ministre marocain de la Communication, Khalid Naciri, a évoqué un scrutin ouvert où les scores électoraux ne comporteraient pas de grands écarts. «Le scrutin n'a jamais été aussi ouvert (...) et le parti le plus puissant ne dépassera sans doute

pas les 16 à 18 % des votes», a-t-il déclaré à l'AFP. Si les islamistes parviennent à récolter la majorité des suffrages lors de cette élection, ils sont assurés de tenir les rênes du gouvernement. Car la nouvelle Constitution préconise un renforcement des pouvoirs du Parlement et du Premier ministre, ce dernier étant obligatoirement choisi par le roi au sein du parti arrivé en tête du scrutin. Notons que 31 partis ont pris part à ces élections législatives marocaines. Rappelons aussi que traditionnellement, la participation électorale au Maroc est faible.

S. A. I.